



APPEL À CONTRIBUTIONS

LE DROIT EUROPÉEN ET L'AUTORITÉ DES JUGEMENTS
COLLOQUE ORGANISÉ À NANTES LES 8 ET 9 SEPTEMBRE 2023

Les jugements bénéficient, dans tout ordre juridique, d'un statut particulier qui les distingue des autres types d'actes juridiques. La spécificité du jugement porte notamment sur les effets qu'il produit: la fonction des institutions juridictionnelles est avant tout de trancher les litiges, par une décision ayant l'autorité nécessaire pour s'imposer aux parties ainsi qu'à l'ensemble de l'ordre juridique. L'autorité des décisions de justice justifie aussi bon nombre de règles procédurales cherchant à garantir l'égalité des parties et l'accès des juges à des informations les plus justes possibles sur les faits à l'origine du conflit. La décision sera irrévocable, elle devra être tenue pour vraie (*res judicata pro veritate habetur*): mieux vaut s'assurer que le jugement rendu s'appuie sur une conception des faits la plus proche possible de la réalité. L'autorité des décisions de justice constitue une garantie essentielle pour l'autorité des juridictions et la stabilité des relations juridiques. Elle est la condition de l'efficacité, et d'ailleurs de l'utilité, des institutions juridictionnelles. Elle est aussi une garantie fondamentale pour le justiciable, qui doit pouvoir compter sur le caractère définitif du jugement qui le concerne et sur son autorité sur l'ensemble des opérateurs dans l'ordre juridique. Cette garantie est notamment établie, dans le domaine du droit pénal, par le principe *ne bis in idem*.

Le droit de l'Union européenne comme le système de la CEDH respectent l'autorité spécifique des décisions de justice. Pourtant, la question de l'incidence du droit européen sur l'autorité des jugements des États membres, et celle des effets des jugements des juridictions européennes elles-mêmes, font l'objet de débats réguliers depuis de nombreuses années. L'ouvrage *Res Judicata in European Union Law. A Multi-Faceted Principle in a Multilevel Judicial System* présente une analyse transversale du principe de l'autorité de la chose jugée en droit de l'Union européenne. A l'occasion de sa publication, ce colloque propose de mener une réflexion plus générale sur l'autorité des actes juridictionnels dans les systèmes de droit européen et sur l'incidence des normes européennes sur cette autorité telle qu'elle est garantie en droit interne. Ce colloque fait également partie du projet COSJE, cofinancé par la région Pays de la Loire et Nantes Université, qui vise à étudier le processus d'élaboration de standards européens en droit processuel.

Les organisatrices de ce colloque invitent des propositions de contributions s'inscrivant dans l'un des trois axes suivants:

- 1) La qualification et la différenciation des effets des jugements en droit européen. Les propositions pourront porter sur des thèmes tels que: les notions d'autorité de chose jugée, de précédent, et d'autres types d'effets des jugements en droit de l'Union européenne et en droit de la CEDH; la mise en œuvre des effets de l'autorité de la chose jugée dans le contentieux de l'Union; les effets des arrêts préjudiciels dans les litiges nationaux au principal; la nature des effets produits par les arrêts et avis de la Cour EDH; la distinction entre les effets liés à

l'autorité de la chose jugée et la portée normative des arrêts de ces juridictions européennes; le rapport entre *res judicata* et *lis pendens* en droit européen...

- 2) L'incidence du droit européen sur l'autorité des jugements rendus dans les États membres. Les propositions pourront porter sur des thèmes tels que: l'incidence du droit européen sur le régime de l'autorité de la chose jugée en droit interne ou en droit international privé, ainsi que sur les normes nationales garantissant le *ne bis in idem*; l'adaptation du droit processuel national au droit européen conduisant à la création de nouveaux mécanismes tels que le réexamen suite à un constat de violation de la Convention par la Cour EDH; l'équilibre entre la préservation de l'autorité des jugements et l'exigence d'effectivité du droit de l'UE...
- 3) *Ne bis in idem* comme droit fondamental et standard de droit processuel européen. Le développement des compétences de l'UE en matière pénale et la construction d'une jurisprudence de plus en plus fournie par la Cour de justice conduisent à un approfondissement des réflexions concernant ce droit fondamental dans l'UE. Les propositions pourront porter sur des thèmes tels que: la capacité des institutions européennes à construire un standard cohérent, commun à la fois aux différents domaines du droit de l'UE et aux deux Cours européennes; la construction de critères communs concernant les différentes facettes du principe (définition de la matière pénale, définition du 'bis', de l'existence d'une décision juridictionnelle définitive...); le statut de ce droit dans la construction d'un droit européen de la procédure pénale...

Les propositions et communications pourront être faites en français ou en anglais. Les jeunes chercheurs sont particulièrement encouragés à présenter des propositions. Une publication des actes est envisagée.

Les propositions de communication de 500 mots maximum sont à adresser au plus tard le 30 mars 2023 au comité scientifique à l'adresse suivante: confnantes2023@gmail.com. Les auteurs des propositions sont également invités à joindre une courte note bibliographique. Les réponses seront communiquées au plus tard le 30 avril 2023. Un projet de contribution (autour de 8 000 mots) sera attendu pour le 20 août 2023.

Responsable scientifique: Araceli Turmo, Nantes Université

Organisation: Séverine Taisne, Nantes Université - Araceli Turmo, Nantes Université

Ce colloque est organisé par le laboratoire DCS de la Faculté de Droit et sciences politiques, Nantes Université, et co-financé par DCS et par la région Pays de la Loire.

Pour toute question relative au colloque, veuillez contacter les organisatrices à l'adresse suivante: confnantes2023@gmail.com.

